

LE MAROC MILITE POUR UN MEILLEUR ACCÈS DES AFRICAINS À LA SANTÉ

1462 - Du 18 au 24 novembre 2022

Maroc Hebdo

www.maroc-hebdo.com

Prix : 15 Dhs

JOE BIDEN CONFORTÉ

A l'issue des élections de mi-mandat du 8 novembre 2022, le Parti démocrate de Joe Biden garde le contrôle du Sénat. Jusqu'où son administration peut-elle aller dans ses relations avec le Maroc ?

CE QUE NOUS ATTENDONS DE L'AMÉRIQUE

Joe Biden, président
des États-Unis d'Amérique.

© Photo DR

M 01791 - 1462 - F. 3,00 €



INTERVIEW DE CALVIN DARK,
politologue américain

“Les élections de mi-mandat ne vont rien changer à la relation entre le Maroc et les États-Unis”

Spécialiste reconnu des relations maroco-américaines, qu’il couvre depuis plus de vingt ans, Calvin Dark analyse pour Maroc Hebdo les implications des élections de mi-mandat US.

Propos recueillis par
Wissam EL BOUZDAINI

Les résultats des élections américaines de mi-mandat sont désormais connus. Le Parti démocrate (PD) n’est plus majoritaire à la Chambre des représentants tandis que le Parti républicain (PR) n’a pas réussi à lui reprendre le Sénat. Quelle lecture personnelle faites-vous de cela ?

Je veux d’abord commencer par vous confier quelque chose. Le mercredi 9 novembre 2022, j’ai suivi comme beaucoup d’Américains le discours donné par le président Joe Biden à l’issue de la publication des premiers résultats et où ce dernier a parlé de victoire pour le PD. Je me suis naturellement dit, vu que c’est en termes de résultats seuls que je raisonnais, que ce n’était pas à proprement parler une victoire - quand vous n’êtes même pas encore assuré de garder le contrôle de la Chambre des représentants et qu’il y a même risque que vous le perdiez, c’est plutôt au contraire que l’on serait de prime abord tenté de conclure.

Ceci dit, quand j’y ai repensé, je me suis dit que M. Biden, et dans son sillage le PD, avaient peut-être raison de célébrer les résultats. En effet, il faut se rendre compte qu’à

chaque fois qu’au cours des soixante dernières années le parti du président en exercice était notamment majoritaire au Sénat, il voyait les élections de mi-mandat basculer en sa défaveur.

La dernière fois que ce n’était pas arrivé, c’est sous le président John Fitzgerald Kennedy (1960-1963, ndlr). La tendance que l’on retrouve de façon générale, c’est celle des électeurs qui vont chercher à faire payer, à juste raison ou non, les politiques mises en œuvre au cours des deux précédentes années par le président.

En 2010, le président Barack Obama avait par exemple perdu 63 sièges à la Chambre des représentants, alors qu’il était autrement populaire que M. Biden, qui, lui, ne dépasse pas les 40% de taux de satisfaction. Par conséquent, il faut se dire que si, avant les élections, vous m’aviez dit que non seulement le PD continuerait de diriger le Sénat, mais qu’il disposerait d’un sénateur en plus, voire deux avec le second tour qui doit encore se tenir le 6 décembre 2022 dans l’État de Géorgie entre le Démocrate Raphael Warnock et le Républicain Herschel Walker, et qu’au niveau de la Chambre des représen-

“ DU FAIT DE L’HISTOIRE QUE NOUS PARTAGEONS ET DES DIFFÉRENTS ACCORDS QUI NOUS LIENT, LE MAROC RESTE UN CAS UNIQUE. ”



que M. Trump garde encore une solide base de soutien et que le résultat des élections de mi-mandat ne minore pas nécessairement ses chances de pouvoir remporter les présidentielles.

Qu'en est-il du Maroc? Ces résultats lui profitent-ils en quelque sens que ce soit?

Je dirais que tout simplement cela ne va rien changer du tout. Du fait de l'histoire que nous partageons et des différents accords qui nous lient, le Maroc reste, du point de vue des États-Unis, un cas unique. Certes, le PD est moins favorable au Maroc que le PR, qui, lui, ne se contente pas seulement de

“ AU NIVEAU DU CONSEIL DE SÉCURITÉ, LES ÉTATS-UNIS FONT MONTRE D'UN APPUI QUI NE SE DÉMENT PAS. ”

déclarations d'intention mais a par exemple vu M. Trump reconnaître concrètement la marocanité du Sahara marocain. Et de ce fait, que le PD continue de contrôler le Sénat peut apparaître comme étant une mauvaise chose. Mais cela ne veut pas dire que le PD n'est pas du tout favorable, bien au contraire. Vous l'avez vu, depuis l'élection de M. Biden, il n'y a pas eu de retour en arrière à l'égard de l'intégrité territoriale du Maroc, comme d'aucuns l'appelaient de leurs vœux. Au niveau du Conseil de sécurité, les États-Unis font, à ce propos, montre d'un appui qui ne se dément pas. Mais il faudrait certainement, à mon avis, faire plus. Personnellement, je ne m'attends pas à ce que les choses bougent réellement avant les présidentielles.

En général, les présidents préfèrent rester dans l'expectative au cours de leur premier mandat, et M. Biden n'échappe pas à la règle. Un élément que j'aimerais, ceci dit, mettre en lumière, c'est qu'en reprenant la Chambre des représentants le PR reprend aussi la main sur les financements, puisqu'il va pouvoir influencer sur la ventilation du budget fédéral qui, aux États-Unis, dépend essentiellement de la première chambre. De

tants les résultats ne seraient connus qu'une semaine plus tard, j'aurais pensé que cela aurait été un scénario quasi parfait pour M. Biden.

Il n'y aura donc pas eu, comme beaucoup de sondages le prévoient d'ailleurs, de vague rouge républicaine. Vous l'expliquez comment?

A titre personnel, je pense que c'est à cause de l'ancien président Donald Trump, et je ne suis aussi pas loin de penser que ce dernier est, comme l'a dit une chaîne américaine, *“le plus grand perdant”* des élections. Je dis cela parce qu'il est clair pour moi que sa volonté d'imposer sa candidature aux présidentielles

de 2024, qu'il prévoit d'annoncer ce mardi 15 novembre 2022 (M. Trump s'est finalement bien porté candidat, ndlr), a fait passer au second plan les politiques alternatives que pouvait porter le PR pour convaincre les Américains qu'il fallait un changement au niveau des deux chambres du Congrès. Et je suis personnellement sûr que le PR pouvait bien en porter.

M. Trump a ainsi passé son temps à vouloir imposer ses candidats, en poussant notamment ceux-ci à adopter son discours de décrédibilisation à l'égard des résultats des présidentielles de 2020, qu'il dit avoir été truqués en sa défaveur, alors que là n'était pas du tout la priorité. Mais il faut dire aussi

ce que je sais, le PR est plutôt réticent à ce que les États-Unis s'impliquent davantage à l'étranger et donc y dépensent davantage en efforts diplomatiques. Je pense maintenant essentiellement au théâtre d'opération ukrainien, mais le Maroc peut aussi être concerné.

► **Êtes-vous en train de faire allusion au financement de la construction du consulat des États-Unis de Dakhla, annoncé depuis deux ans mais encore bloqué par le Congrès?**

Non pas seulement. J'avais plutôt en tête l'avancement du dialogue stratégique, qui, en soi, nécessite de l'argent.

Exception faite des élections de mi-mandat, comment voyez-vous l'orientation générale du Congrès à l'égard du Maroc? On a récemment vu le sénateur Marco Rubio, puis des députés menés par la républicaine Lisa McClain, appeler à des sanctions vis-à-vis de l'Algérie en raison de ses achats d'armement russe, ce qui automatiquement revient à soutenir le Maroc, qui est le principal visé par ces achats, mais en même temps deux lettres ont été signées au cours de l'année 2021, avec à chaque fois le sénateur Jim Inhofe à la baguette, pour appeler M. Biden à revenir sur la décision de la reconnaissance de la marocanité du Sahara marocain...

J'en profite d'abord pour dire que c'est certainement une très bonne nouvelle pour le Maroc que M. Inhofe ait pris sa retraite politique. Comme vous le savez, si M. Trump a autant tardé à prendre la décision de la reconnaissance, c'est parce que lui faisait le forcing. Mais pour vous répondre je vais me baser sur les discussions que j'ai moi-même avec les membres du Congrès, que ce soit les députés et les sénateurs eux-mêmes ou leurs équipes.

Très sincèrement, le Maroc jouit d'une réputation très positive. On n'oublie pas par exemple que le Maroc a été le premier pays au monde à reconnaître l'indépendance des États-Unis. Mais il faut dire aussi que sur la question du Sahara marocain en particulier, il y a, si je peux dire, une très forte minorité qui appuie le Front Polisario. Cela fait plus de

vingt ans que je suis à Washington et dans les milieux politiques washingtoniens et je sais que les séparatistes sahraouis avaient à un moment pris de l'avance. Leur récit ne tenait pas la route, mais ils avaient été capables de le rendre attractif en dépit du fait qu'ils aient été, au cours de la guerre froide, dans le camp opposé à celui des États-Unis. Et c'est un récit qui, aujourd'hui encore, se maintient, même s'il est indéniable que le Maroc a désormais fait d'importantes avancées en faveur de sa cause.

Par rapport à l'Algérie, on ne peut pas dire qu'elle ait des alliés au sein du Congrès; il s'agit plutôt de relais des lobbys pétroliers,

avec lesquels elle fraye. Et ceux-ci jouent un rôle clé dans la promotion de son agenda. Mais au point que le Congrès se mette à soutenir l'Algérie face au Maroc? Cela, je ne le pense pas du tout.

Finalement le fait que ce soit un président républicain qui ait reconnu la marocanité du Sahara, ce n'était pas contre-productif pour le Maroc?

Beaucoup l'ont dit, mais moi je ne suis pas d'accord. Bien sûr, au département d'État, pas tous les démocrates sont satisfaits de la décision de M. Trump, surtout que c'était M. Trump qui l'avait prise. Mais au final, M. In-



“ EN GÉNÉRAL, LES POLITIQUES AUX ÉTATS-UNIS SONT CONSCIENTS DE LA TRAJECTOIRE DE DÉVELOPPEMENT SUR LAQUELLE SE SITUE LE MAROC, ET ILS L'APPUIENT. ”

hofe faisait vraiment figure d'exception dans le paysage politique américain. Je pense qu'en général les politiques aux États-Unis sont conscients de la trajectoire de développement sur laquelle se situe le Maroc, et qu'ils l'appuient.

Est-ce l'Algérie et le Polisario qu'ils vont l'appuyer? Maintenant moi ce que je pense qu'il faudrait faire, c'est que le Maroc insiste sur le fait que la décision de la reconnaissance ne peut que constituer un premier pas et qu'il faut faire plus au Conseil de sécurité principalement, essayer notamment d'amener les alliés européens des États-Unis à leur emboîter le pas. A ce titre, je dois vous dire que je reste plutôt confiant ●